

La Bulgarie et son récit historique

par Mathilde Zederman

Pendant la Seconde Guerre mondiale, 48 000 Juifs bulgares ont échappé à la déportation. En confrontant des sources inédites et variées, N. Ragaru montre la construction d'un récit collectif qui a été utilisé sur le plan politique jusqu'à aujourd'hui.

À propos de : Nadège Ragaru, « *Et les Juifs bulgares furent sauvés...* » *Une histoire des savoirs sur la Shoah en Bulgarie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, 382 p., 29 €.

Le point de départ de l'ouvrage de Nadège Ragaru est le suivant : « l'exceptionnalité » supposée de la trajectoire bulgare dans l'évitement de la déportation de la quasi-intégralité de la communauté juive de Bulgarie – soit environ 48 000 Juifs – pendant la Seconde Guerre mondiale, alors que la Bulgarie est « alliée » du Troisième Reich. Si les Juifs du « vieux » royaume (la Bulgarie avant la redéfinition de ses frontières en 1941) ont pu éviter la déportation, tel ne fut pas le cas pour les Juifs des territoires occupés par la Bulgarie entre 1941 et 1944 (nord de la Grèce, région serbe de Pirot et l'actuelle République de Macédoine du Nord). Pourtant, de ce sort complexe des destinées juives, le récit et sa transmission se sont centrés autour du « sauvetage des Juifs bulgares », invisibilisant tant les déportations des territoires occupés que les différentes politiques antijuives dans le « vieux » royaume.

L'ouvrage s'attelle à reconstituer les conditions de production et de circulation de cette narration dominante du « sauvetage des Juifs bulgares », donnant à voir la pluralité des interprétations et des usages possibles du passé, tant par la diversité des acteurs que des échelles concernées (locales, nationales, transnationales).

L'architecture de l'ouvrage est un reflet de ces productions de connaissances hétérogènes, forgées au croisement et/ou dans la confrontation des espaces judiciaires, artistiques, militants, académiques. Chacun des cinq chapitres est proposé comme une escale lors de voyages exploratoires dans ces différents espaces (p. 229). S'il n'existe pas de « vision unifiée » de l'écriture du passé, ces différentes formes de production du savoir (judiciaire, culturel, fictionnel, historique) ont néanmoins « délimité un ordre du pensable et du croyable » (p. 16) sur les persécutions et crimes antijuifs pendant la Seconde Guerre mondiale. En l'occurrence, ces approches plurielles convergent vers la trame narrative valorisant l'exceptionnalité bulgare, l'innocence collective et un passé héroïque.

Horizons spatio-temporels

Le récit du « sauvetage des Juifs bulgares » s'inscrit dans une longue histoire. Si l'on suit, grâce à sa reconstitution très méticuleuse, l'évolution sur soixante-quinze ans de la production des savoirs (1944-2019), celle-ci n'est néanmoins jamais présentée de manière linéaire et homogène. Le récit et ses usages sont reformulés au gré des contextes sociaux, (géo)politiques et diplomatiques. Le contexte de l'après-guerre est celui de la dénonciation du fascisme et de l'essor révolutionnaire, laissant la part belle à l'héroïsme du peuple bulgare. Par la suite, dans un contexte de guerre froide, le récit du « sauvetage » peut servir de vecteur de légitimation du régime communiste au pouvoir et de son principal dirigeant T. Jivkov. La fin du communisme fait émerger d'autres manières d'envisager le passé et d'utiliser le thème du « sauvetage ». Les discours anticomunistes, produits notamment par les exilés de retour en Bulgarie, redistribuent les « rôles héroïques » (p. 249) et réhabilitent les élites de l'ancien régime. Les années 2000 sont celles du début du processus d'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne et le récit du « sauvetage » participe de la crédibilisation du pays comme partenaire auprès de l'UE.

Les scansion choisies sont peu classiques. On stationne parfois longuement sur des moments précis ; à l'instar du moment fondateur de la production des premiers savoirs judiciaires – dès 1944, de manière presque contemporaine aux événements – dans le cadre de l'une des premières juridictions en Europe spécialisée pour traiter les crimes contre les Juifs. Ou encore lors de l'arrêt sur image en 1959 autour du film de fiction *Zvezdi/Sterne* (Étoiles). Des moments charnières donc, mais pas seulement. L'autrice retrace aussi les différentes « vies sociales » de cet objet particulier qu'est

l'unique source imagée des déportations depuis les territoires grecs en 1943. D'abord enregistrement documentaire des faits, les images sont dans les années 1960 requalifiées en preuve judiciaire dans le cadre du procès de l'ancien ministre nazi en poste à Sofia Adolf-Heinz Beckerle. Les images servent, enfin, à partir des années 1980, à attester de la thèse du « sauvetage », notamment dans des institutions muséales et culturelles à travers le monde – à l'instar du catalogue de l'exposition du Kunsthalle à Berlin Ouest en 1984 ou de la projection au Kennedy Center for the Performing Arts de Washington en 1988. Les pérégrinations de cette archive visuelle sont ainsi considérées comme un « support d'une traversée de l'ère socialiste » (p. 220). Les deux derniers chapitres nous font quitter l'ère communiste, mais passé, présent, avenir, peuvent continuer à se télescoper.

Tout comme la temporalité, la manière d'appréhender la spatialité est particulièrement féconde. Pour constituer l'objet de recherche, Nadège Ragaru a choisi de suivre les différentes inscriptions spatiales des acteurs ainsi que leurs récits. La Bulgarie devient ici « un espace de production des savoirs » (p. 19). L'enjeu est également d'ordre méthodologique. L'autrice a beaucoup voyagé, collectant sur sa route un nombre de sources impressionnant : en plus des entretiens avec les producteurs de ce savoir, l'exploration des fonds d'archives en Bulgarie, Macédoine, Serbie, Allemagne, Israël, États-Unis, et ses traductions en permettent une reconstruction méticuleuse.

L'ouvrage observe les circulations entre espaces nationaux, régionaux, et internationaux par lesquels transite la nationalisation du passé (p. 151). Le procès pionnier de 1945 à Sofia devant la 7^e chambre du Tribunal populaire, instituée pour juger les auteurs présumés des « persécutions contre les Juifs » (p. 27), s'inscrit dans des enjeux politiques dépassant le cadre national bulgare, avec des « exigences internationales » qui tiennent compte de « la circulation internationale des conceptions de l'après-guerre » (p. 36-37). L'analyse du film *Zvezdi/Sterne*, co-produit en 1959 par la Bulgarie et l'Allemagne de l'Est, dévoile à son tour les « circulations internationales des symbolisations de la souffrance juive » (p. 141), tout comme le parcours singulier de l'archive visuelle des déportations de 1943 révèle « une topographie de connexions » et agit comme « point de jonction entre la Bulgarie, la RFA, Israël et les États-Unis » (p. 151). L'ouvrage nous informe sur les circulations, mais aussi sur les processus de transnationalisation. À cet égard, les élargissements européens de 2004 et 2007 influent sur la production et la mobilisation d'un savoir sur la Shoah. Les institutions européennes sont particulièrement investies comme arène transnationale de mobilisation où peut se redéployer la diplomatie du « sauvetage ». L'Union

européenne devient aussi l'arène où porter les différends historiques, comme le démontre l'étude des contentieux diplomatiques entre la Bulgarie et les militants macédoniens de la reconnaissance de la responsabilité de l'État bulgare dans la déportation et l'extermination des Juifs.

Une large palette d'acteurs et des savoirs co-produits

Au fil de la démonstration, Nadège Ragaru nous fait découvrir le très large panel de protagonistes qui promeut différentes variantes et interprétations du récit du « sauvetage », en fonction de leurs intérêts distincts : monde culturel (curateurs de musées, cinéastes, écrivains, etc.), monde juridique (magistrats, avocats, etc.), monde universitaire (notamment historiens), agents de l'État bulgare (agents du renseignement, diplomates, parlementaires), journalistes, archivistes, membres des institutions européennes et internationales.

L'ouvrage fait ressortir l'importance des « mondes juifs », pluriels et divisés, dans la production et la formulation du savoir sur la Shoah. Les Juifs survivants en ont été des acteurs centraux, comme ce réseau de Juifs communistes bulgares qui a œuvré pour la comparution en justice d'auteurs présumés des persécutions. On découvre les débats internes à la communauté juive de Bulgarie, polarisés entre contestation du récit et dénonciation de la complicité de la Bulgarie, et célébration du « sauvetage des Juifs bulgares ». Les définitions de la judéité divergent particulièrement entre communistes et sionistes. Les clivages sont également d'ordre générationnel – d'autant que les descendants des Juifs bulgares et macédoniens établis aux États-Unis et en Israël s'emparent à leur tour de l'écriture et de la remémoration de la Seconde Guerre mondiale. À ces clivages s'ajoutent des concurrences d'initiatives mémorielles dans différents espaces géographiques, entre les communautés juives des Balkans, d'Israël et des États-Unis.

Les milieux universitaires bulgares, en particulier les historiens, sont également au cœur de cette production du savoir. Le contexte politique post-1989 a contribué à une recomposition de la production historiographique autour des persécutions anti-juives en Bulgarie, avec l'apparition de centres de recherches privés et d'une « économie européenne de la connaissance » (p. 288), et la numérisation de fonds d'archive. Si l'autrice note au milieu des années 2000 une « forte différenciation interne du champ académique lui-même » (p. 282), elle relève dans le même temps une

imbrication croissante entre recherches scientifiques et initiatives mémorielles. Cet enchevêtrement des frontières entre savoirs experts, universitaires et militants rejoint des questions plus larges posées par l'ouvrage au sujet de la co-production du savoir. Nadège Ragaru postule d'emblée vouloir aller au-delà des dichotomies peu fécondes entre « savoirs profanes » et « savoirs professionnels » ; elle n'oppose pas une mémoire des acteurs qui serait erronée au travail de la chercheuse « en surplomb » qui serait de retrouver la véracité. Puisque « faits et récits y sont envisagés comme coproducteurs de la factualité » (p. 17), on s'interroge dès lors sur les suites de la production de l'enquête, et la réception de cette déconstruction du récit du « sauvetage ».

Produire et faire parler les silences

À travers l'étude de la production du savoir sur le passé, l'ouvrage offre une réflexion particulièrement stimulante sur les silences, les euphémisations et les oblitérations, et ce dans les différentes arènes. Le jugement de la cour lors du procès en 1945 a échoué à reconnaître l'exceptionnalité des violences commises contre les Juifs, faisant naître la « topique de l'innocence collective aujourd'hui encore constitutive des récits publics sur la Shoah en Bulgarie » (p. 33). Le cinéma bulgare d'après-guerre s'est interrogé sur les silences, mais a fait également silence. Ainsi la responsabilité des autorités bulgares dans la déportation des Juifs de Grèce du Nord est tue dans le film de fiction *Zvezdi/Sterne* et la persécution des Juifs y est minorée.

Les silences posent aussi des questions méthodologiques. Comment faire parler des archives silencieuses ; comment restituer des matériaux visuels et des sons ? Nadège Ragaru répond par des propositions originales, et c'est là aussi l'une des grandes forces de l'ouvrage. Grâce à des reconstitutions d'audiences de procès à partir de clichés photographiques, on a l'impression de « pénétrer dans la salle d'audience » (p. 51). Tout comme le compte rendu sténographique de la séance parlementaire autour de la destitution du vice-président de l'Assemblée nationale bulgare en juillet 2000, avec ses bruits et ses répliques, nous offre une brève sensation d'être témoins des échanges dans l'hémicycle. À travers la comparaison judicieuse d'une même scène du film *Zvezdi/Sterne*, entre script initial, *story-board* précédent le tournage et version finale de la scène du film finement retranscrite par l'autrice, on saisit les différentes coupes et élisions effectuées. À travers des « exercices d'égarement » (p. 152) dans les catalogues d'inventaires archivistiques avant un retour vers les plans filmiques, elle

explore des techniques de « verbalisation des images » (p. 151) de l'archive visuelle de 1943.

Avec cette riche cartographie d'acteurs et de lieux de production du savoir, l'ouvrage donne envie d'en apprendre davantage sur un des rares niveaux d'analyse écartés de cette enquête : le niveau le plus personnel, intime, familial. À l'instar de l'enquête sur le « silence familial » autour de la guerre d'Algérie récemment analysé par Raphaëlle Branche¹, qu'en a-t-il été de la transmission de ce récit du « sauvetage » ? En complexifiant le récit dominant du « sauvetage des Juifs bulgares », l'ouvrage de Nadège Ragaru ouvre de nouvelles perspectives extrêmement fécondes tant sur l'historiographie de la Shoah (dans l'Europe du Sud-Est) et de la guerre froide que sur les enjeux méthodologiques, épistémologiques mais aussi politiques des représentations du passé.

Publié dans lavedesidees.fr, le 1^{er} décembre 2021

¹ Raphaëlle Branche, *Papa, qu'as-tu fait en Algérie ? Enquête sur un silence familial*, Paris, La découverte, 2020.